L'Acadie de la Nouvelle-Orléans.

Succursale : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 7 JANVIER 1891.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

FLAUDUMIEY & CO., imprimeurs, No 22 rue de l'Union entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmaciens, imprimées et coupées depuis 25c. le mille. 15 mars—1 an

LE prix le plus élevé payé pour des meubles d'antiques, pianos, glaces, comptoirs, vitrines, contenus de résidences. 40 rue Royale. 17 oct—1y

DEMANDES D'EMPLOI.

UN couple avec un garçon de 9 ans, muni des meilleures recommandations, désirerait trouver de l'emploi à la campagne. Le mari pourrait faire du jardinage et s'occuper d'animaux. La femme se rendrait utile dans la maison à faire des œufs de Kaviar, ragoûts pour dortoir de Dauphine, 149, aux initiales F. F. 3 janv—10 j

DEMANDES.

ON demande—Un domestique et cuisinière avec bonnes recommandations. S'adresser 22 rue Kerlérec, entre 11 et 3 heures. 30 jan—1f

A VENDRE.

LIVRÉS français et espagnols—Journaux—Imprimé directe—24 Perdido, Passage de la Bourse, encoignure Bourse. 1246c—1m

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Edward J. Donnelly.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 33,589—Division E—Attendu que Ellen Johnson a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Edward Rhodes, et qu'elle a été nommée par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

5 janv—5 10 15

Succession de George Drodelet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,651—Division E—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George Drodelet, décédé intestat; avisant par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

5 janv - 5 10 14

Succession de Charles Edward Rhodes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,614—Division E—Attendu que Ellen Johnson a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Edward Rhodes, et qu'elle a été nommée par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

5 janv - 5 10 14

Succession de Alfred Grima.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 33,696—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Emma Pugh, Veuve Alfred Grima, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23 déc—23 28 jan 1

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,572—Division E—Succession de Joseph Bayou, décédé.—Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner que l'inventaire fait de la succession susdite a été déposé au bureau du Greffier de la Cour, et que la vente des biens de la succession susdite aura lieu en vertu d'une ordonnance de la Cour, rendue le 31 décembre 1890, à 11 heures A. M., dans le but de distribuer le produit de la vente aux créanciers de la succession susdite, suivant leurs droits et priorités légales.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

5 janv—5 10 14

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division E.—Ordre de Cour.—Mortz Jacobs vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers du susnommé Mortz Jacobs soit convoquée et tenue par devant Wm R. Kerr, notaire, en son bureau No 9 rue Carondelet, en cette ville le 25me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M. dans le but de considérer et de délibérer sur l'application du dit susnommé pour un répit et pour dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que Henry A. Bernard, de cette ville, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 19 décembre 1891.

Signé: N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

7 janv—7 10 16

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 31,441—Division E—Arthur Durieu vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Arthur Durieu, soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Octave Morel, notaire, en son bureau, No 9 rue Carondelet, en cette ville le LUNDI, 13me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, nommer un syndic et voter sur toute autre affaire qui pourrait leur être soumise ; que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne ou les biens du dit pétitionnaire soient suspendues ; et que M. Voorhies, ainsi et, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 décembre 1891.

Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

4 déc—3f au 31 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 34,449—Division E—Charles Caruthers vs ses Créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Charles F. Caruthers soit et est par la présente acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph Co. Vezin, notaire, en son bureau, No 6 rue Carondelet, en cette ville, le MARDI, 12e jour de janvier 1892, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, nommer un syndic et voter sur toute autre affaire qui pourrait leur être soumise ; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que Richard L. Jay, Esq., soit, et est par le présent nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 8 décembre 1891.

Signé: P. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme,

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

10 déc—3f au 12 janv

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, No 34,652. Division E—Joseph Barnage, Jr., comme membre de l'ancienne raison sociale de L. Toutant & Co. et individuellement vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens de l'insolvable Joseph Barnage, Jr., comme membre de l'ancienne raison sociale de L. Toutant & Co. et individuellement, soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant E. D. Hart, notaire, le MARDI, 12me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M. dans le but que l'insolvable fasse la remise de ses biens, leur nomme un syndic et fasse la vente de ses biens, leur nomme un syndic et fasse la vente de ses biens, leur nomme un syndic et fasse la vente